

Subject File

Technical Assistance

10-68 - Otraco Operational Services

01/08/1961 - 28/12/1963

2/2

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC

CC

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 6

FILE 6

ACC. 0003/161 0.0



BOITE POSTALE 728
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

CTR/M.740

le 12 février 1963

10-08

A : Monsieur S.H. Ahmed, Chef des Opérations civiles
Cc : M. Boskovic, Conseiller Principal, Communications et Transports
Objet : Projet 10-08 - OTHACO

Re référant aux memos CTR/M.717 et 720 en date du 5 courant de
M. Boskovic, je viens de recevoir une nouvelle candidature aux postes de
comptables OTHACO.

Il s'agit de M. Hagop SHAKARIAN, actuellement employé à la Division des
Finances ONUC. M. Pasquet a donné son accord à cette demande de transfert de
poste.

J'aimerais connaître votre avis afin, éventuellement, de soumettre
cette candidature à l'OTHACO.

cc. M. G. Fulcheri



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

10-08

INTER - OFFICE MEMORANDUM

CTR/M.732

le 9 février 1963

A : Monsieur S.H. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Communications & Transports

transféré

La complexité des problèmes de l'OTRACO, les différentes d'ordre technique et les problèmes des experts eux-mêmes recrutés pour l'OTRACO, suivant le projet 10-08, ne permettent pas une standardisation des renseignements que l'on peut fournir aux experts, lors de leur arrivée au Congo.

En outre ce département, à part un exposé d'ensemble sur les problèmes de l'OTRACO et plus particulièrement sur ceux qui lui ont été soumis par l'OTRACO ou par le ministère des transports, n'est pas à même de fournir aux experts des renseignements plus précis sur la situation des services auxquels ils seront affectés. En effet, ces informations varient selon les secteurs; ainsi par exemple pour les experts Agents de port, l'exposé englobe la situation générale - légale, statutaire, ... - de l'OTRACO et une documentation sur le trafic réalisé par le port de Matadi. Par contre, pour les experts de la comptabilité, la seule indication qu'on puisse leur donner est le retard extrême de la comptabilité.

Quoi qu'il en soit, on attire surtout l'attention des experts sur la nature des relations qui doivent exister entre les experts européens et les dirigeants et le personnel congolais, et sur la nécessité de formation et perfectionnement du personnel congolais, dans la pratique et par la création de cours de formation ou de perfectionnement.

Mani
no fed
12/2



ROUTING SLIP

TO

Mr. Boscovic

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

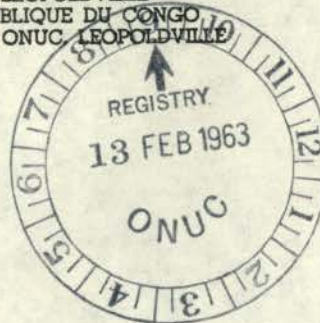
With reference to para 5 of the enclosed copies of letters addressed to transport experts. I should be grateful if you would sent me a copy of the detailed terms of reference at the same time as they are given by you to the three experts concerned.

*COPIES, returned
Mr. Boscovic*

18 JAN. 1963

DATE
17.1.63

FROM S. Habib Ahmed
Chef des
Opérations civiles

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGOUNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGOBOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE→ 10-08-ER
Le 8 Février 1963

A : Dr. Padre
De : P. Tarkkonen

J'ai le très agréable devoir de vous présenter, Dr. Padre, deux constatations que j'ai pu faire pendant le contrôle de l'OTRACO. Comme elles ont aussi une importance d'une grande portée, non seulement pour l'OTRACO, mais aussi pour les autres institutions parastatales et celles qui ne sont pas de mon domaine, je vous les présente d'abord, Dr. Padre, afin que vous puissiez exprimer votre opinion sur ces observations et prendre les mesures nécessaires auxquelles elles peuvent donner lieu.

En contrôlant quelques comptabilités des agences de l'OTRACO j'ai reçu un recueil contenant les diverses instructions ayant trait à la partie comptable de leurs attributions. Elles sont datées de différentes époques entre le 3 Novembre 1958 et le 1er Avril 1960. Elles sont encore valables sans aucune modification notable.

1) - Première constatation

Selon ces instructions, les relevés des livres de caisse, les pièces justificatives et autres documents concernant les comptes, comme procès-verbaux d'encaissement, bordereaux d'émission, etc... doivent être envoyés au bureau central à Léopoldville en deux exemplaires et ce procédé est toujours en vigueur actuellement.

Avant l'indépendance du Congo, la comptabilité centrale de l'OTRACO était tenue à Bruxelles où les pièces originales étaient envoyées et conservées. Depuis l'indépendance une copie de chaque document est inutile.

A l'OTRACO il s'agit ainsi au moins de 450.000 feuillets inutiles, soit environ 500 classeurs de papiers. Il est possible que dans les autres institutions parastatales on puisse constater la même chose.

(Rapport d'inspection concernant l'Agence d'Akula daté le 5 Février 1963).

2) - Deuxième constatation

Selon des instructions mentionnées ci-dessus "lors de chaque réapprovisionnement les écritures suivantes doivent être passées :

- en dépenses : le montant des timbres achetés
- en recettes : la même somme, pour revalorisation de l'existence de timbres.

Au fur et à mesure de leur utilisation, la valeur des timbres poste sortis sera relevée sur un bordereau d'expédition du courrier. Ce bordereau sera arrêté avant chaque clôture du livre de caisse et le total pris en dépenses; ce document sera joint à l'extrait de caisse à titre de pièce justificative. Le détail, en quantité et en valeur, des existences en timbres postes apparaîtra sur le procès-verbal d'encaisse". (Page 8 des instructions)

A l'OTRACO il y a 10% au moins de toutes les pièces justificatives et de tous les enregistrements qui concernent les timbres poste, c'est-à-dire environ 100.000 feuillets. Certes dans les autres institutions parastatales ils sont encore plus nombreux.

Ma proposition en vue de réduire la main d'oeuvre affectée aux timbres poste : A toutes les institutions parastatales : (OTRACO, REGIDESO, etc...) une FRANCHISE POSTALE.

(Rapport d'inspection concernant l'Agence de Lusambo daté le 4 Février 1963)

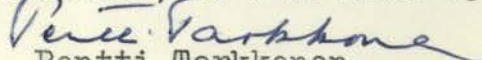
Enfin je voudrais attirer votre attention sur un point dont la portée est encore plus grande. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale de nombreux Etats nouveaux sont nés des anciens pays coloniaux, en Afrique et ailleurs, à peu près dans les mêmes conditions que la République du Congo.

L'organisation administrative en général et la comptabilité ainsi que le contrôle financier en particulier sont très lourds dans les pays de colonisation. Ce fait s'explique par les distances très longues entre les pays coloniaux et les pays métropolitains. Mon opinion est que les mêmes phénomènes expliqués ci-dessus peuvent se trouver aussi dans les pays en voie de développement.

Je propose que l'ONUC envoie mes deux rapports mentionnés ci-dessus au siège des Nations Unies pour être examinés aussi à cet égard par les experts en matière comptable, économique et de rationalisation.

Je fais cette proposition parce que je suis convaincu qu'il s'agit de deux questions qui ont une portée considérable.

Léopoldville, le 6 Février 1963


Pentti Tarkkonen

Inspecteur des institutions
parastatales.

RAPPORT D'INSPECTION

concernant le contrôle de la comptabilité de l'Agence de Lusambo

Le soussigné, inspecteur des institutions parastatales du Congo, a contrôlé la comptabilité de l'Agence de Lusambo ce qui a donné lieu au rapport d'inspection suivant :

Pendant le contrôle, la comptabilité de l'Agence de Lusambo a été soumise à un examen très approfondi portant sur la période du 1^{er} janvier 1960 au 31 décembre 1962, sur la base des extraits de caisse et des pièces comptables y jointes, envoyées à l'OTRACO à Léopoldville par l'Agence de Lusambo.

Le contrôle a sciemment été étendu aux opérations du premier semestre de l'année 1960, afin de pouvoir constater l'influence du changement de régime du Congo du stade d'un pays dépendant au stade d'un pays indépendant et constater les difficultés possibles en appliquant le système ancien dans les nouvelles circonstances.

On a suivi les changements du solde du compte de caisse pendant la période mentionnée ci-dessus et les reports d'un mois à l'autre. Par la même occasion, on a contrôlé les procès-verbaux de vérification d'encaisse et on a pu constater qu'ils correspondent aux soldes de compte du même jour.

Pendant le contrôle des pièces justificatives, on a exécuté, en sondage, un nombre très grand de calculs à la machine. Une attention spéciale a été réservée à l'exactitude des corrections des fautes.

Personnellement, je regrette que je n'aie pas reçu une permission spéciale pour faire un voyage d'inspection à Lusambo, mais je comprends que les troubles dans les régions situées aux environs de Lusambo l'ont empêché.

Il a été constaté quelques erreurs et fautes formelles : copies au lieu de pièces originales, pièces à la fausse place, etc., mais aucune faute grave n'a pu être relevée. Les fautes formelles ont été corrigées pendant l'inspection.

Comme vue d'ensemble, j'ai le plaisir de signaler que la gestion de la comptabilité de l'Agence de Lusambo a été soigneusement et honnêtement exécutée, ce qui fait honneur au chef de l'Agence de Lusambo : Monsieur F. Kalakala, et à son personnel. Pendant le contrôle de l'Agence de Lusambo, une chose importante a été cependant constatée par mes soins, chose dont la portée concerne non seulement l'Agence de Lusambo, mais aussi les autres agences, les caisses, les bateaux, le bureau central de l'OTRACO et, par surcroît, toutes les institutions parastatales.

D'après un recueil de l'Otraco contenant les diverses instructions ayant trait à la partie comptable de leurs attributions, les instructions

ayant été mises à jour à différentes époques entre le 3 novembre 1958 et le 1^o avril 1960 et étant encore valables sans aucune modification importante, la comptabilité des timbres-postes doit se faire comme suit :

..... 29. Timbres Poste

Lors de chaque réapprovisionnement, les écritures suivantes doivent être passées :

en dépenses : le montant des timbres achetés

en recettes : la même somme, pour revalorisation de l'existence en timbres.

Au fur et à mesure de leur utilisation, la valeur des timbres-poste sortis sera relevée sur un bordereau d'expédition du courrier. Ce bordereau sera arrêté avant chaque clôture du livre de caisse et le total pris en dépenses; ce document sera joint à l'extrait de caisse à titre de pièce justificative.

Le détail, en quantité et en valeur, des existences en timbres postes apparaîtra sur le procès-verbal d'encaisse.

Les instructions sont claires, explicites et complètes.

En contrôlant les pièces comptables de l'Agence de Lusambo, j'ai pu remarquer par exemple :

Au mois de juillet 1960, au Livre de Caisse, on a passé en compte les sommes suivantes concernant des timbres poste :

<u>Dates</u>	<u>N° des pièces justificatives</u>	<u>Libellé</u>	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
1.7	2	Achat timbres poste		100
"	3	Valorisation idem	100	
"	5	Affranchissement courrier		69
9.7	26	Affranchissement courrier		26
23.7	47	Affranchissement courrier		63
30.7	61	Achat timbres poste		99
"	62	Valorisation idem	99 .	

Le nombre total des enregistrements en compte était de 63, dont ainsi 7 concernant les timbres poste. L'affranchissement total au mois de juillet était de Frs. 158, ce qui nécessite beaucoup de paperasse pour un mouvement de fonds très faible. Pendant la dernière moitié de l'année 1960, le nombre des enregistrements concernant les timbres-poste était de 42 ou 13,6 % de l'ensemble des enregistrements. Les chiffres correspondants en 1961 étaient 59 et 13,3 % et en 1962 54 et 11,1 %.

Tous les enregistrements, y compris ceux des timbres poste, avaient été vérifiés par pièces justificatives. Pour pouvoir bien faire com-

prendre la quantité de main-d'oeuvre et d'action humaine provoquée par une seule pièce justificative, je présente, à titre d'exemplaire, la pièce justificative N° 5 concernant les timbres postes, datée du mois de juillet 1960, du premier jour de l'Indépendance du Congo. Ci-joint, une photocopie de celle-ci (Annexe N° 1.). On constate que les explications suivantes sont encore nécessaires.

- La pièce justificative a été faite en écrivant à la main en trois exemplaires;
- à cette pièce sont encore annexées trois récépissés de dépôt d'un envoi recommandé ~~recommandé~~, données par le bureau de poste de Lusambo;
- en établissant cette pièce, le comptable a dû constater le solde ancien des timbres poste, écrire le libellé des différents plis, calculer, faire l'addition, calculer les sommes entrées et les sommes sorties et, après faire une soustraction pour constater le solde à justifier ! Ensuite, il a dû constater que le nombre des timbres poste différents correspond au solde à justifier. Encore il a dû signer l'original et la première copie de cette pièce. Ceci montre bien le volume de travail nécessaire pour une petite opération.
- L'achat des timbres poste cause aussi une dépense de main-d'oeuvre sous forme de l'usage des courriers, des quittances, etc.;
- inutile de mentionner que le contrôle de la caisse et de la comptabilité d'agence, la comptabilité centrale, les dépôts des pièces comptables etc. sont aussi chargés par cette pièce justificative.

Pendant le contrôle, on a pu constater que cette méthode de comptabilisation des timbres poste a été maintenue pendant toute la période actuelle. Il est présenté en photocopie la pièce justificative N° 17 du mois de novembre 1962 concernant des timbres poste, cette fois sans explication (Annexe N° 2).

Les deux exemples mentionnés ci-dessus constituent des cas parfaitement normaux. Comme exemple de comptabilisation d'une agence plus grande, mais pas encore la plus grande, je présente quelques chiffres de l'Agence de Coquilhatville. Pendant la première décade du mois de juin 1961, l'achat de timbres poste se montait à Frs. 1.575 (pièce N° 29) et l'affranchissement à Frs. 1.261 (pièce N° 114). La dernière pièce se compose de quatre pages écrites serrées dont la dernière a été présentée en photocopie (Annexe N° 3). Les chiffres correspondants pendant le 2. et 3. trimestre étaient environ du même ordre de grandeur, ainsi que pendant le mois de juin, les achats de timbres poste se montaient à Frs. 5.775 et les affranchissements à Frs. 4.309.

Selon les instructions mentionnées ci-avant, un procès-verbal détaillé de l'encaisse réelle est établi en fin de chaque semaine ainsi que le dernier jour du mois ou de la décade pour les agences et le dernier jour de voyage pour les vapeurs sous commandement d'un européen. Ces procès-verbaux sont établis en deux exemplaires sur formulaire spécial (page 6 - Article 25 des Instructions). Comme exemple de ce que les timbres poste causent aussi en procès-verbal de vérification d'encaisse assez bien de travail, je présente comme dernier exemple, en photocopie, le procès-

verbal de vérification d'encaisse établi le 30 juin 1961 à Coquilhatville (Annexe N° 4).

C'est facile à comprendre que la quantité de la main d'oeuvre et de l'action humaine que la comptabilisation des timbres poste organisée à la façon des instructions mentionnées ci-avant ^{occasionne} doit être considérable. L'Agence de Lusambo est une agence relativement petite parmi les 18 agences de l'OTRACO. En faisant considérer que seulement dans le cadre des voies fluviales travaillent 10 banques agences, environ 20^u caisses unités, plusieurs bateaux et que la sphère d'activité de l'Otraco comprend encore d'autres cadres que les voies fluviales, la quantité mentionnée ci-dessus devient très grande. Encore, l'Otraco n'est pas la seule institution parastatale, quoi qu'elle soit la plus grande. Je n'ai pas encore eu l'occasion de vérifier les autres institutions parastatales, mais je crois qu'il devrait être possible d'y simplifier la procédure de comptabilisation des timbres poste qui actuellement comporte beaucoup de mesures inutiles et improductives.

PROPOSITION

Pour éviter ces procédures inutiles et improductives, je propose que la Direction des Institutions Parastatales prenne les mesures nécessaires pour obtenir pour les institutions parastatales la franchise postale complète, c'est-à-dire gratuité du transport de la correspondance. C'est l'Etat du Congo qui possède entièrement les institutions parastatales, et une telle rationalisation ne devrait donc pas rencontrer trop de difficultés.

Les profits et avantages de ma proposition sont les suivants :

1. Diminution de la main-d'oeuvre et de l'action humaine inutile et improductive;
2. diminution de la consommation de fournitures de bureau sous forme de papier, appareils, etc.;
3. diminution des risques de fautes, malversations, etc. ;
4. possibilité d'épargner des devises étrangères. Les timbres-poste du Congo ont été imprimés en Suisse;
5. amélioration de l'hygiène.

Les désavantages de la proposition :

1. Diminution des recettes de la Poste.

Au point de vue de la totalité et des règles d'économie politique, il n'existe pas d'influence désavantageuse. D'ailleurs, cette diminution des recettes de la Poste peut être compensée par le procédé suivant : prendre une somme correspondante à la diminution en recettes du budget de la Poste et la mettre en dépenses du Budget, par exemple sous le libellé "Franchise postale des Institutions parastatales".

2. Les abus de la franchise postale sont selon l'expérience assez insignifiants vis-à-vis des abus concernant des timbres poste.

A Léopoldville le 4/2/1963


Pentti Tarkkonen

Pentti TARKKONEN
Inspecteur des Institutions
Parastatales

Otruso
Don Ky

HA	Libelle	Int. Am	Int. L
	A mon river	58	
17	Abut toulon	100	
✓	A pl. recommandable		12
✓	✓		12
✓	✓		12
✓	A pl. ord. L. de J.		11
✓	✓		6
✓	✓		4
✓	✓		4
✓	✓		4
✓	✓		4
✓	✓		4
	Solide à Juch. fin	158	158

HA.
 18 t. m. à 1.50 = 27.00
 38 ✓ 1.50 = 57.00
 5 ✓ 1 = 5.00
 89.00


 E. S. M. W. H. A. G.

Date	De	Bellevue	Entree	Sortie
2-11-62	Achat	A. Nanyemba	7	
		Limbes Paskal	100	
14/11	3	plus pour STRACO contre Paskal Léo		17,50
v	1	" " " " " " " " " " " "		7, -
v	1	" " " " " " " " " " " "		3,50
v	1	" " " " " " " " " " " "		7, -
v	3	" " " " " " " " " " " "		18, -
v	1	" " " " " " " " " " " "		7, -
		solde à justifier	107	100, -
		Balances	107	107

2 timbres à 3,50 = 7 fr

Lusambo le 12 novembre 1962
L'Agent du Transport
F. KAKAKOLA

Rapport du 9/6/61

5.261

11484
1040.-

1 pl. 227/04/61	Leint Goum et Co	21,50
1 pl. 228/04/61	Leint Finauina et Co	9,50
4 pl. 229/04/61	Leint Tchiqua et Co	8.-
1 pl. 236/04/61	Leint Enpl et Co	104.-
1 pl. 237/04/61	Leint Amant et Co	5.-
1 pl. 238/04/61	Leint Enpl et Co	5.-
1 pl. 625/04/61	Toum E. Agne Balaga	3,50
1 pl. 1020/04/61	et: chef de bureau	5.-
1 pl. 1023/04/61	et: chef de bureau	3,50
1 pl. 1024/04/61	et: chef de bureau	1,50
10/6/61		
1 pl. 111	chef de bureau	3,50
1 pl. 136/04/61	et: chef de bureau	3,50
1 pl. 106062 et 200612	et: chef de bureau	5.-
1 pl. 259/04/61	Leint Enpl et Co	42,50
5.261		1.261.-
		4.000.-

Solde au 10/6/61

Stock titres Fots

5.261

5.261.-

39	a	0,10 =	3,90.-
39	a	0,40 =	15,60.-
48	a	1,00 =	48,00.-
53	a	1,50 =	79,50.-
44	a	2,00 =	88,00.-
63	a	4,00 =	252,00.-
111	a	5,00 =	555,00.-
46	a	6,50 =	299,00.-
79	a	7,00 =	553,00.-
62	a	8,00 =	496,00.-
39	a	10,00 =	390,00.-
51	a	20,00 =	780,00.-
			4.000.-

bon à payer

Chef de bureau

Procès-verbal de vérification d'encaisse

Annexe N°4

Agence de : Cagnatville

Porte à Bois de :

S/W :

Solde au 30 juin

1967

suivant livre de caisse frs : 424.001

Folio : 10.740

DECOMPOSITION DE L'ENCAISSE

28	billets de 1.000 frs soit frs	28	00	00	00	-	-
20	" " 500 " " "	20	00	00	00	-	-
1.500	" " 100 " " "	1.500	00	00	00	-	-
2.000	" " 50 " " "	2.000	00	00	00	-	-
6	" " 20 " " "	6	00	00	00	-	-
	" " 10 " " "		00	00	00	-	-
	" " 5 " " "		00	00	00	-	-
1.100	pièces " 5 " " "	1.100	00	00	00	-	-
4	" " 2 " " "	4	00	00	00	-	-
	" " 1 " " "		00	00	00	-	-
	" " 0,50 " " "		00	00	00	-	-
Chèques			2	550	3	-	-
Réquisitoires			9	771	9	-	-
Timbres :							
102	timbres " 0,10 frs.	102	00	20			
102	" " 0,40 "	102	00	80			
69	" " 1,00 "	69	00				
53	" " 1,50 "	53	00				
170	" " 2,00 "	170	00				
30	" " 4,00 "	30	00				
82	" " 5,00 "	82	00				
29	" " 6,50 "	29	00				
42	" " 7,00 "	42	00				
15	" " 8,00 "	15	00				
86	" " 10,00 "	86	00				
51	" " 20,00 "	51	00				
32	" " 50,00 "	32	00				
Total frs :			42	400	1	-	-

EXTRAIT DU MANUSCRIT (biffer la mention inutile) frs :

Cagnatville le 30 / 6 / 1967

(Signature)

V. MUSIOLA

A JOINDRE EN DOUBLE EXEMPLAIRE A L'EXTRAIT DE CAISSE

RAPPORT D'INSPECTION

Concernant le contrôle de la comptabilité de l'Agence d'Akula.

Le soussigné, inspecteur des institutions parastatales du Congo, a contrôlé la comptabilité de l'Agence d'Akula ce qui a donné lieu au rapport d'inspection suivant:

Pendant le contrôle la comptabilité de l'Agence d'Akula a été soumise à un examen très approfondi, portant sur la période du 1^{er} janvier 1961 au 31 décembre 1962, sur la base des extraits de caisse et des pièces comptables y-joints, envoyées à l'Otraco à Léopoldville par l'Agence d'Akula.

On a suivi les changements du solde du compte de caisse pendant la période mentionnée ci-dessus et les reports d'un mois à l'autre. Par la même occasion, on a contrôlé les procès-verbaux de vérification d'encaisse et on a pu constater qu'ils correspondent aux soldes de compte du même jour.

Pendant le contrôle des pièces justificatives on a exécuté, en sondage, un grand nombre de calculs à la machine. Une attention spéciale a été réservée à l'exactitude des corrections des fautes.

Il a été constaté quelques erreurs et fautes formelles: copies au lieu des pièces originales, pièces à une fausse place etc., mais aucune action de faute grave n'a pu être remarquée; Les fautes formelles ont été corrigées pendant l'inspection.

Comme vue d'ensemble, j'ai le plaisir de signaler que la gestion de la comptabilité de l'Agence d'AKULA a été soigneusement et honnêtement exécutée, ce qui fait honneur au chef de l'Agence d'Akula: Monsieur G. R. M u k a d i, et à son personnel.

Pendant le contrôle de l'AGENCE d'AKULA, une chose importante a été cependant constatée par mes soins, chose dont la portée concerne non seulement l'Agence d'Akula, mais aussi les autres agences, les caisses, les bateaux, le bureau central de l'Otraco et, par surcroît, toutes les institutions parastatales.

D'après un recueil de l'Otraco contenant les diverses instructions quant trait à la partie comptable de leurs attributions, les instructions qui ont été mises à jour à différentes époques entre le 3 novembre 1958 et le 1^{er} avril 1960 et étant encore valables sans aucune modification importante, les relèves de livre de caisse, les pièces justificatives et les autres documents concernant les comptes, comme les procès-verbaux de vérifications d'encaisse, les bordereaux d'émission etc... doivent être envoyées au bureau central de l'Otraco à Léopoldville en deux exemplaires (Par exemple page 8 des instructions), comme ça on fait encore maintenant.

Avant l'Indépendance du Congo la comptabilité principale de l'Otraco avait été tenue à Bruxelles, où les pièces originales avaient été

envoyées, et où ils aussi restaient. Après l'Indépendance la comptabilité principale se fait à Léopoldville au bâtiment de l'Otraco. L'expédition des pièces comptables en deux exemplaires à Léopoldville n'est pas plus nécessaire.

J'ai estimé dans les grandes lignes que la quantité des copies inutiles, concernant les comptes de l'Otraco de l'année 1961, est environ 500 classeurs, ou 450.000 feuillets des pièces comptables, en tout cas une quantité remarquable;

Les copies inutiles causent:

1. Grandes frais de la matière sous forme de papier, des formulaires, d'encre à copier etc; Une partie des copies sont de photocopies ce qui ajoute les frais;
2. remarquables frais sous forme de la main-d'oeuvre et de l'action humaine. Chaque copie ajoute la main-d'oeuvre des dactulos, des multiplicateurs, des enregistreurs et en générale d'action humaine commencent du huissier le plus modeste jusqu'au directeur le plus grand.
3. possibilité de faire des fautes et aussi des abus.
- 4; Grandes frais de transport sous forme du poids supplémentaire.

PROPOSITION


Je propose que les instructions mentionnées ci-dessus viennent de modifier à la façon que les copies inutiles n'existeraient pas à l'avenir;

Les profits et avantages de ma proposition sont les suivants:

1. Diminution de la consommation des fournitures de bureau sous forme de papier, d'encre, de papier à copier etc...;
- 2; diminution de la main-d'oeuvre et de l'action humaine inutile et improductive;
3. diminution des risques de fautes, malversations etc.....;
4. possibilité d'épargner des devises étrangères. Les papiers à copier et à faire des photocopies sont de fabrication étrangère
5. diminution des frais de dépôt et d'archives.

Les désavantages de la proposition n'ont pas été remarqués.

A Léopoldville le 5/2/1963


Pentti Tarkkonen
Inspecteur des Institutions
Parastatales



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

10-08

8 February 1963

TO: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
FROM: Gualtiero Pulcheri, Civilian Operations Unit,
Office of Civilian Personnel
SUBJECT: Candidate for post of Administrative Officer - OTRACO

.....
Enclosed herewith please find the curriculum vitae and the interview report for Mr. Jacques Léon VASSEUR (France) who seems to be a suitable candidate for the post of Administrative Officer with OTRACO. These papers have been transmitted to us by Headquarters New York through Administrative Report n° 14, item 28, dated 1 February 1963.

Your early views on this candidature would be most appreciated.

G. Pulcheri

c.c: Mr. N. Boskovic





BOITE POSTALE 7242
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE ONUC, LEOPOLDVILLE

19-28
Le 3 Février 1963

A : Dr. Padre
De : F. Tarkenton

J'ai le grand plaisir de vous présenter, Dr. Padre, deux constatations que j'ai pu faire pendant le contrôle de l'OTRACO. Comme elles ont aussi une importance d'une grande portée, non seulement pour l'OTRACO, mais aussi pour les autres institutions parascolaires et celles qui ne sont pas de mon domaine, je vous les présente d'abord, Dr. Padre, afin que vous puissiez exprimer votre opinion sur ces observations et prendre les mesures nécessaires auxquelles elles peuvent donner lieu.

En contrôlant quelques constatations des agences de l'OTRACO j'ai reçu et recueilli également les diverses instructions ayant trait à la tenue de leurs écritures. Elles sont toutes valides et datent toutes entre le 3 novembre 1958 et le 1er avril 1960. Elles sont encore valides sans aucune modification notable.

1) - Première constatation

Selon ces instructions, les relèves des livres de caisse, les pièces justificatives et autres documents concernant les comptes, comme procès-verbaux d'engagement, bordereaux d'encaissement, etc., doivent être envoyés au bureau central à Leopoldville au dans les délais et ce procédé est toujours en vigueur actuellement.

Avant l'indépendance du Congo, la comptabilité centrale de l'OTRACO était tenue à Bruxelles où les pièces originales étaient envoyées et conservées. Depuis l'indépendance une copie de chaque document est transmise.

A l'OTRACO il s'agit ainsi au moins de 450.000 feuillets inutiles, soit environ 500 classeurs de papiers. Il est possible que dans les autres institutions parastatales on puisse constater la même chose.

(Rapport d'inspection concernant l'Agence d'Akula daté le 5 Février 1963).

2) - Deuxième constatation

Selon des instructions mentionnées ci-dessus "lors de chaque réapprovisionnement les écritures suivantes doivent être passées :

- en dépenses : le montant des timbres achetés
- en recettes : la même somme, pour revalorisation de l'existence de timbres.

Au fur et à mesure de leur utilisation, la valeur des timbres poste sortis sera relevée sur un bordereau d'expédition du courrier. Ce bordereau sera arrêté avant chaque clôture du livre de caisse et le total pris en dépenses; ce document sera joint à l'extrait de caisse à titre de pièce justificative. Le détail, en quantité et en valeur, des existences en timbres postes apparaîtra sur le procès-verbal d'encaisse". (Page 8 des instructions)

A l'OTRACO il y a 10% au moins de toutes les pièces justificatives et de tous les enregistrements qui concernent les timbres poste, c'est-à-dire environ 100.000 feuillets. Certes dans les autres institutions parastatales ils sont encore plus nombreux.

Ma proposition en vue de réduire la main d'œuvre affectée aux timbres poste : A toutes les institutions parastatales : (OTRACO, ENQIDESCO, etc...) une FRANCHISE POSTALE.

(Rapport d'inspection concernant l'Agence de Lusambo daté le 4 Février 1963)

Enfin je voudrais attirer votre attention sur un point dont la portée est encore plus grande. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale de nombreux Etats nouveaux sont nés des anciens pays coloniaux, en Afrique et ailleurs, à peu près dans les mêmes conditions que la République du Congo.

L'organisation administrative en général et la comptabilité ainsi que le contrôle financier en particulier sont très lourds dans les pays de colonisation. Ce fait s'explique par les distances très longues entre les pays coloniaux et les pays métropolitains. Mon opinion est que les mêmes phénomènes expliqués ci-dessus peuvent se trouver aussi dans les pays en voie de développement.

Je propose que l'ONU envoie mes deux rapports mentionnés ci-dessus au siège des Nations Unies pour être examinés aussi à cet égard par les experts en matière comptable, économique et de rationalisation.

Je fais cette proposition parce que je suis convaincu qu'il s'agit de deux questions qui ont une portée considérable.

Léopoldville, le 6 Février 1963

Pentti Tarkkonen
Pentti Tarkkonen

Inspecteur des institutions
parastatales.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

ER 10-08
copy sent to Badre for discussion
13/2
R

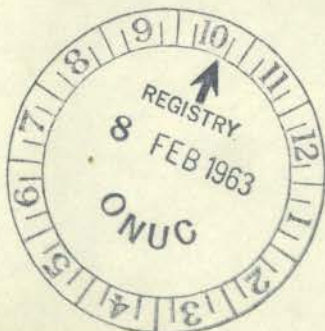
CTR/M.726

le 6 février 1963

A : Monsieur S.H. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Communications & Transports
Objet : OTRACO - Rapport de la B.I.R.D.

Le Bureau de la Coordination économique auprès du Premier Ministre m'a communiqué, pour avis, le rapport de la Banque internationale de Reconstruction et de Développement, afférent aux problèmes de l'OTRACO.

... Me référant à votre Memo en date du 18 janvier 1963, je vous transmets ce rapport, accompagné de quelques commentaires, en vous priant de bien vouloir les faire suivre, après usage, à M. Tona-Masesa, Directeur adjoint du B.C.E.



O T R A C OCommentaires sur le rapport présenté par la B.I.R.D.

Les conclusions et recommandations faites par la mission de la B.I.R.D. concernent essentiellement le problème résultant du manque de spécialistes hautement qualifiés pour la gestion de la compagnie, et du nombre important (180) de techniciens qualifiés et expérimentés dans le domaine des Transports.

Elles considèrent également le problème de la réorganisation de l'administration, suite à la réduction de la main d'oeuvre et celui de l'approvisionnement en pièces de rechange, matériel et autres accessoires nécessaires comme matériel roulant, flottant, équipement portuaire, chantiers navals, etc., pour la bonne marche de l'activité de la compagnie.

1. La recommandation, selon laquelle sept spécialistes compétents et expérimentés du domaine des transports - dont trois devraient être en même temps membres du Conseil de gérance, et quatre nommés en qualité de directeurs de différents départements de l'administration - devraient avoir une responsabilité et une autorité totales, doit être envisagée non seulement sous un aspect technique et administratif, mais aussi politique.

On peut se demander si, à l'heure actuelle, deux ans et demi après l'accès du Congo à l'indépendance, on pourra faire comprendre et adopter le principe selon lequel les directeurs congolais devraient être remplacés par des étrangers.

Il est évident que dans le système actuel des techniciens européens ayant qualité de conseiller, le grand défaut est leur manque presque total d'autorité et de responsabilité, ce qui est contraire aux intérêts de la compagnie.

En d'autres termes, le Statut actuel des experts européens au service de l'OTRACO ne permet pas la pleine efficience de ces experts, mais remplacer cette situation par la nomination de spécialistes étrangers à la Direction et aux postes de directeurs des différents départements, pourrait entraîner des difficultés sérieuses et, entre autres, une obstruction de la part de la majorité des Congolais au sein même de l'OTRACO.

J'estime que la première mesure à prendre serait plutôt de modifier et de changer le statut actuel des experts étrangers, en leur donnant une fonction bien déterminée dans l'administration même de l'OTRACO, avec pleine responsabilité et autorité pour le poste qu'ils occuperaient. Cela ne sera que le premier pas, mais il est absolument nécessaire de commencer par là plutôt que de provoquer un revirement brutal sans aucune analyse beaucoup plus approfondie et plus détaillée des changements qu'on devrait entreprendre dans l'organisation même de l'OTRACO.

A cela il faudrait ajouter que la gestion de l'OTRACO est à présent pour ainsi dire décapitée.

Le Président et le Directeur général se trouvent depuis plusieurs mois en prison, et leur procès doit commencer le 15 février.

Sans président et sans directeur général, sans conseil de gérance - celui-ci ayant été dissous - l'administration se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité d'appliquer tous les règlements du statut ou, les respectant, en est réduite à l'inaction dans la solution des problèmes qui dépassent le cadre de la routine opérationnelle quotidienne.

2. A l'heure actuelle, l'OTRACO dispose d'environ 180 experts techniques étrangers, auxquels s'ajoutent les 24 experts du Projet d'assistance technique des Nations Unies.

Il est indiscutable que ces 180 experts, malgré toute la bonne volonté et l'expérience, en partie déjà acquise, des Congolais qui se trouvent aux postes administratifs responsables, n'ont pu remplacer les 1008 experts qui se comptaient au 30 juin 1960.

Quel est le nombre d'experts que l'on devrait ajouter à ceux en service à l'OTRACO ? Ce que devraient être leurs qualifications et les postes qu'ils auraient à occuper ne pourraient être déterminés qu'après une étude détaillée et approfondie de l'administration actuelle de l'OTRACO, direction par direction, service par service.

Le Directeur adjoint de l'OTRACO, M. Muayi, ainsi que les directeurs des différents départements, ne sont même pas autorisés, selon le statut, à entreprendre et encore moins, à se prononcer sur ce problème; en effet, de par ces statuts, ce droit reviendrait au Conseil de gérance.

3. Le problème de la réorganisation de l'OTRACO a été soulevé à maintes reprises. Certains avis vont jusqu'à dire qu'il serait préférable que l'OTRACO soit démantelée et réduite en plusieurs entreprises qui correspondraient aux organismes de transport d'avant 1935, c'est à dire avant la création de l'OTRACO.

Le problème de la réorganisation de l'OTRACO ne pourrait être proposé qu'après un examen détaillé des difficultés dans lesquelles se trouve actuellement l'OTRACO; sont-elles organiques - si oui, dans quelle mesure - ou purement de caractère visant le manque, la qualification et l'expérience du personnel ?

4. La recommandation de diminuer progressivement la main d'oeuvre est un problème socio-politique. L'OTRACO même a proposé à plusieurs reprises, notamment au moment du recul extrêmement grave de son trafic,

de réduire la main d'oeuvre. Cependant, les autorités gouvernementales se sont toujours opposées à cette mesure, soulignant qu'un licenciement de la main d'oeuvre pourrait entraîner des conséquences beaucoup plus graves sur le plan socio-politique que sur le plan de la trésorerie de l'OTRACO.

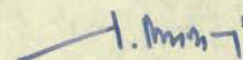
A mon avis, la réduction de la main d'oeuvre congolaise ne pourrait être effectuée que parallèlement à une formation de la main d'oeuvre qui, de par sa formation même, pourrait remplacer le nombre.

5. La recommandation concernant l'approvisionnement en pièces détachées, pièces de rechange, matériel, accessoires, etc., est en voie de solution, en partie par l'octroi d'un quota dépassant 31 millions à fin novembre 1962, et par la préparation d'un programme d'importation pour l'année 1963.

6. J'estime absolument nécessaire :

- (i) d'apporter une solution au problème ayant le plus d'acuité pour l'OTRACO : le problème de nomination d'un conseil de gérance - ou d'un corps similaire qui aurait les mêmes droits - et d'une personne responsable en tant que directeur général de l'OTRACO;
- (ii) de former une commission composée du nombre d'experts nécessaires pour examiner d'une manière encore plus approfondie le problème de l'OTRACO dans toute sa complexité et pour proposer au Gouvernement central toutes les mesures qui devraient être entreprises pour l'assainissement et la solution des problèmes de l'OTRACO.

le 6 février 1963.



N. Boskovic,
Conseiller Principal
Communications & Transports

CTR/L.723

6 February 1963

Dear Sir,

On/about the 28th December, our Port Agent Mr. L. Terho assigned to OTRACO Matadi, paid a visit to your Mr. Franck with a view to exposing to him the difficulties which OTRACO and the other clearing agencies face vis-à-vis the customs authorities as a result of the frequent fluctuations of the rates of exchange which occur almost daily.

These changes have no significant pecuniary benefit for either party? You are no doubt aware that it is indispensable for all prominent clearing and forwarding firms to prepare the clearance documents prior to the arrival of the goods or the latest whilst these are in the course of being discharged from the vessel.

In most cases these operations prove impossible since the rates of exchange of the Congolese Franc as applied by the Conseil Monétaire, may vary from day to day.

In view of the above it would be much appreciated if the possibility of applying a standard rate, say for a period of 3 months, on a prorata average basis on the previous 2 or 3 months, solely for the clearance of goods destined for import, may be considered.

Yours faithfully,

J. Munn
N. Boskovic
Senior Consultant,
Communications & Transports

CONSEIL MONETAIRE
Att.: Mr. Bellec
Léopoldville

cc. M. Ahmed ✓
M. Terho

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10 - 08
2 February 1963

To : Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
From : Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Unit
Office of Civilian Personnel
Subject : Mr. Karl Kotzott - Electro-Mechanical Engineer -
recruited for OTRACO.

Please read hereunder a cable which has just been
received from Headquarters concerning the above mentioned candidate :

"919 REFERENCE YOUR AR 151 ARRIVAL EXPERTS. KARL KOTZOTT
ELECTRO MECHANICAL ENGINEER (OTRACO) HAS ACCEPTED OFFER
AND MEDICALLY CLEARED ARRANGING TRAVEL SOONEST. ADDRESS
ASON P. 11".

G. Fulcheri

Maria
Um
5/2

c.c. Mr. N. Boskovic.



RECEIVED
ACTION
CIVILIAN MILITARY
07:23
m
per

YC195 NY 33 31 22592 ;

LTF

ONUC

LEO ;

919 REFERENCE YOUR AR 151 ARRIVAL EXPERTS. KARL KOTZOTT ELECTRO
MECHANICAL ENGINEER (OTRACO) HAS ACCEPTED OFFER AND MEDICALLY
CLEARED ARRANGING TRAVEL SOONEST. ADDRESS ASON P.11 ;

COL 919 151 P.11 "

Maria
m
1/2



FIELDSEV "

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

31 January 1963

To : Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
From : Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Unit
Office of Civilian Personnel
Subject : Mr. Gunther Rechtsteiner - Diesel Mechanic - OTRACO

We are pleased to inform you that above named candidate has accepted the offer of appointment made to him on 18 January 1963 and will be available on 1 March 1963.

This information has been communicated to us by Headquarters through cable n° 830 dated 29 January 1963.

c.c. Mr. N. Boskovic.



GF/jd

10-08

30th January 1963

To : Mr. N. Boskovic, Senior Consultant, Communications and Transport.
From : Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Unit, Office of Civilian Personnel
Subject : Mr. Dimitri IGNATIADIS

Mr. Ahmed has passed me the personal history form of Mr. Ignatiadis whom you would like to consider for one of the posts as physician under project 39-10-08. The form does not seem to be completed since no mention is made of the education of the applicant. I therefore return it to you and I would appreciate it if you would be kind enough to ask Mr. Ignatiadis to complete the form.

cc: Mr. Ahmed.



OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

29 Janvier 1963

To : Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
From : Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Unit
Office of Civilian Personnel
Subject : Candidature of Dr. Salah Eddin Fawzi, Medical Officer,
OTRACO

In answer to our query of 29 December 1962, we have now received the following reply from Headquarters New York, for your information :

"779 YOUR AR 152/8 WHO REPRESENTATIVE ALEXANDRIA SO FAR UNABLE CONTACT SALAH FAWZI. RENEWING EFFORTS AND WILL ADVISE OUTCOME SOONEST".

c.c. Mr. N. Boskovic.



RECEIVED
O.N.L.D.

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
PERS	<u>CS</u>

13 JAN 29

23:24

10-08

YC72 NY 24 29 21132 ;

LTF

ONUC

LEO ;

830 GUNTHER RECHTSTEINER, DIESEL MECHANIC OTRACO, HAS ACCEPTED
OFFER. AVAILABLE 1 MARCH. ADDRESS AS PER P.11. ;

FIELDSEV "

COL 830 1 P.11 "



RECEIVED BY	
S.A.S.	
C.A.S.	
C.P.O.	
C.F.O.	
C.G.S.	
MILITARY	
DELIVERED TO:	
P.X.	
F.O.D.	
I.T.O.	
W.A.O.	
WELFARE	

X

ONUC
BUKAVU

23 January 1963

CIV.BU/285

FROM JERKOVIC

TO GAVIOLA

REUR MEMO C/TEC/324 14 JANUARY ACCORDING BOSCOVIC'S INFORMATION
DIRECTION GENERALE OTRACO LEO SHOULD GET IN SHORT TIME 21 TRUCKS
MARK INTERNATIONAL OVER 5 TONS EACH AND 9 TRUCKS INTERNATIONAL
BETWEEN $1\frac{1}{2}$ and $2\frac{1}{2}$ TONS. PLEASE SUGGEST TO OTRACO BUKAVU TO CONTACT
OTRACO LEO. BOSCOVIC NOT AT ALL IN PICTURE ABOUT 6 MERCEDES TRUCKS.
PLEASE CLARIFY.

10-08

CC

V. Jerkovic
23 January 1963

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

10-08

21 January 1963

To: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
From: G. Fulcheri, Personnel Officer
Subject: Recruitment for OTRACO and Public Works

With reference to your copy of our cable No 468 to Headquarters New York dated 16 January 1963, we have now received the following reply dated 18 January 1963, for your information:

"549 Your 468 Karl Kotzott's offer of appointment made today. Proceeding recruitment Edouard Mercier, Guenther Rechtsteiner and Paulin Paraiso. Still awaiting information from German National Committee on Paul Lieven's availability. Also awaiting Pierre Galloys CV and interview report from Geneva."

magia

G. Fulcheri
P.S.

cc: Mr. N. Boskovic
Mr. M. E. Larcher



10-08
10 January 1963

Mr. W. Gosćovic, Senior Adviser, Transport
S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

OTRACO

...

I enclose a copy of memo dated 14 January received from the Technical Assistance Board advising us that the International Bank has submitted its report to the Prime Minister on the organization and operation of OTRACO. No copy of the report has been received by us so far. I should be grateful if you would kindly get in touch with Professor Badre with a view to obtaining a copy of the report from the Prime Minister's office.

cc: Prof. A. Badre with enc.

TECHNICAL ASSISTANCE BOARD



BUREAU DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

UNITED NATIONS
NEW YORK

TELEPHONE: PLAZA 4-1234

CABLE ADDRESS: TECABOARD * NEW YORK

REFERENCE: 2-2-02 BANK

14 January 1963

10-08

Dear Mr. Habib Ahmed,

The information below is quoted from a communication just received from the International Bank for Reconstruction and Development in Washington, D.C., even though it may already have reached you through other channels:

"CONGO(LEOPOLDVILLE): A report has been sent to Prime Minister Adoula containing the findings and recommendations of the mission which, at the request of the Government, appraised the organization and operations of the Office d'Exploitation des Transports au Congo(OTRACO)."



Yours sincerely,

A handwritten signature in ink, appearing to read "V. Lessiovski".

V. Lessiovski
Deputy Director
Programme Division

Mr. S. Habib Ahmed
Resident Representative of
the Technical Assistance
Board and Director of Special
Fund Programmes in Congo(Leopoldville)
Boite Postale 7248
Leopoldville, Congo.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE



INTER - OFFICE MEMORANDUM

CTR/M.685

10-08
le 17 janvier 1963

A : Monsieur S.H. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : M. Boskovic, Conseiller Principal, Communications & Transports
Objet : Experts OTRACO - projet 10-08

Les candidatures de MM. KRUTCHKOV et PROKHOROV ont été définitivement éliminées par l'OTRACO dans sa lettre du 12 janvier, pour les motifs suivants :

- "1. Ces deux médecins ne parlent pas le français.
2. N'ont pas suivi les cours spéciaux de médecine tropicale..."

J. M...

Handwritten signature and date 12/1

cc. M. G. Fulcheri
Mlle M. Simmonds



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

CTR/M.686

le 17 janvier 1963

A : Monsieur S.H. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Communications & Transports
Objet : Candidats OTRACO - projet 10-08
Memo de M. Fulcheri, en date du 11 janvier

1. Monsieur E. MERCIER.

L'OTRACO est disposée à attendre son arrivée pour le 1er mai,
date de disponibilité de ce candidat.

Il y aurait lieu de prier New York de procéder à son recrutement,
et de nous confirmer que M. Mercier est prêt à arriver à la date indiquée.

2. M. G. Marignas.

arrivé le 13/1/63
Son arrivée est attendue depuis novembre. Il conviendrait donc
d'intervenir pour hâter sa venue.

cc. M. G. Fulcheri
Mlle M. Simmonds



Mani
Pl. date
in
and with
on
1971 taking
Personnel necessary action

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

10-08

CTR/M.683

le 17 janvier 1963

A : Monsieur S.H. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Communications & Transports
Objet : Experts OTRACO - projet 10-08

La candidature de M. PAPANICOLAOU, mécanicien diesel uniquement dans le domaine marine, a été réexaminée par l'OTRACO et a été agréée.

Veuillez avoir l'obligeance d'informer New York de procéder à son recrutement.

→ 1. Amari

maré
BCE nous
19/1

already approved
Min. Aff. étrangères
octobre 62

cc. M. G. Fulcheri
Miss M. Simmonds



10-08

Léopoldville, le 15 janvier 1963

Cher Monsieur,

Je tiens à vous souhaiter chaleureusement la bienvenue parmi nous au Congo et à vous exprimer mes vœux de réussite dans la tâche que vous allez entreprendre en aidant le peuple et le Gouvernement du Congo à édifier la structure de leur pays dans la prospérité. Les problèmes qui se posent sont multiples mais nous sommes certains qu'en faisant preuve de patience et de bonne volonté, nous pourrons aider le peuple congolais à les résoudre.

Je dois préciser que votre fonction répond à la demande du Gouvernement congolais dans le cadre du programme global de la famille des Nations Unies. Votre nom a été soumis à l'approbation du Gouvernement que vous servirez en qualité de technicien.

A la demande du Gouvernement, vous êtes affecté à l'OTRACO en qualité de mécanicien pour moteurs diesel dans le cadre de leur *Direction Générale*.

D'accord avec les agents intéressés du Gouvernement congolais, une des tâches les plus importantes que vous aurez à remplir sera de trouver un fonctionnaire congolais que vous considérerez à même d'être votre homologue c'est à dire une personne que vous entraînerez à remplir une partie au moins de vos attributions après achèvement de votre affectation.

Comme vous le savez, vous faites partie d'une équipe d'experts dans le domaine de s. transports et communications. M. N. Bosovic est le Conseiller Principal dans ce domaine. Il vous fera un exposé détaillé et vous donnera une documentation de base pour votre travail. Il va sans dire que vous travaillerez de concert avec lui et que vous l'associerez à tout ce qui touche la ligne de conduite de votre travail et vos rapports avec les hauts fonctionnaires du Ministère auquel vous êtes associé.

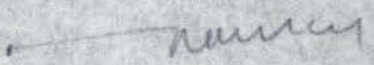
Les rapports que vous rédigerez seront présentés au Conseiller principal. Le premier rapport doit être remis à la fin du premier mois de votre affectation, et les rapports ultérieurs trimestriellement. Pour votre gouverne, un formulaire pour la rédaction de vos rapports est ci-annexé. Les rapports devraient être aussi résumés que possible et formulés de telle manière qu'ils pourront être communiqués, quand il y a lieu, au Gouvernement central. Les questions d'une nature confidentielle devraient être exposées dans des mémoranda annexes. Au terme de votre affectation, vous aurez à présenter un rapport final.

./.. Z.

Tous contacts avec la presse doivent passer par l'intermédiaire du Chef du Service de l'Information. En accord avec le Conseiller principal, vous êtes invité à rencontrer le Chef de ce Service dès le début de votre affectation.

Les services administratifs de l'ONUC sont à votre disposition pour vous prêter l'assistance voulue en ce qui concerne votre logement et transport. Outre les Services administratifs, il se trouve une section administrative au sein des Opérations civiles que vous devriez d'abord contacter suivant vos besoins. En ce qui concerne le règlement de votre traitement et allocations ainsi que les questions contractuelles ordinaires, il existe au Bureau du Personnel une section qui s'occupe uniquement des experts. Vous aurez avantage à contacter cette section au Bureau 742 du Royal aussitôt que possible afin d'obtenir votre carte d'identité, etc.

Il ne me reste qu'à vous réitérer mes souhaits de réussite dans votre mission en espérant qu'elle représentera pour vous une expérience fructueuse.


S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles.

Monsieur Georges Marignas.

cc: Mr. N. Boscovio
Mr. Amachree
Mr. Fulcheri

10-08

Léopoldville, le 15 janvier 1963

Cher Monsieur,

Je tiens à vous souhaiter chaleureusement la bienvenue parmi nous au Congo et à vous exprimer mes vœux de réussite dans la tâche que vous allez entreprendre en aidant le peuple et le Gouvernement du Congo à édifier la structure de leur pays dans la prospérité. Les problèmes qui se posent sont multiples mais nous sommes certains qu'en faisant preuve de patience et de bonne volonté, nous pourrions aider le peuple congolais à les résoudre.

Je dois préciser que votre fonction répond à la demande du Gouvernement congolais dans le cadre du programme global de la famille des Nations Unies. Votre nom a été soumis à l'approbation du Gouvernement que vous servirez en qualité de technicien.

A la demande du Gouvernement, vous êtes affecté à l'OTRACO en qualité d'expert comptable dans le cadre de leur Direction Générale.

D'accord avec les agents intéressés du Gouvernement congolais, une des tâches les plus importantes que vous aurez à remplir sera de trouver un fonctionnaire congolais que vous considérerez à même d'être votre homologue, c'est-à-dire, une personne que vous entraîneriez à remplir une partie au moins de vos attributions après achèvement de votre affectation.

Comme vous le savez, vous faites partie d'une équipe d'experts dans le domaine des transports et communications. M. N. Bosovic est le Conseiller principal dans ce domaine. Il vous fera un exposé détaillé et vous donnera une documentation de base pour votre travail. Il va sans dire que vous travaillerez de concert avec lui et que vous l'associerez à tout ce qui touche la ligne de conduite de votre travail et vos rapports avec les hauts fonctionnaires du Ministère auquel vous êtes associé.

Les rapports que vous rédigerez seront présentés au Conseiller principal. Le premier rapport doit être remis à la fin du premier mois de votre affectation, et les rapports ultérieurs trimestriellement. Pour votre gouverne, un formulaire pour la rédaction de vos rapports est ci-annexé. Les rapports devraient être aussi résumés que possible et formulés de telle manière qu'ils pourront être communiqués, quand il y a lieu, au Gouvernement Central. Les questions d'une nature confidentielle devraient être exposées dans des mémoranda annexes. Au terme de votre affectation, vous aurez à présenter un rapport final.

Tous contacts avec la presse doivent passer par l'intermédiaire du Chef du Service de l'Information. En accord avec le Conseiller principal, vous êtes invité à rencontrer le Chef de ce Service dès le début de votre affectation.

Les services administratifs de l'ONUC sont à votre disposition pour vous prêter l'assistance voulue en ce qui concerne votre logement et transport. Outre les Services administratifs, il se trouve une section administrative au sein des Opérations civiles que vous devriez d'abord contacter suivant vos besoins. En ce qui concerne le règlement de votre traitement et allocations ainsi que les questions contractuelles ordinaires, il existe au Bureau du Personnel une section qui s'occupe uniquement des experts. Vous aurez avantage à contacter cette section au Bureau 742 du Royal aussitôt que possible afin d'obtenir votre carte d'identité, etc.

Il ne me reste qu'à vous réitérer mes souhaits de réussite dans votre mission en espérant qu'elle représentera pour vous une expérience fructueuse.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles.

M. Fred Waldnerer

cc: Mr. N. Boscovic

Mr. Amador
Mr. Fulcher

10-08

Léopoldville, le 15 janvier 1963.

Cher Monsieur,

Je tiens à vous souhaiter chaleureusement la bienvenue parmi nous au Congo et à vous exprimer mes vœux de réussite dans la tâche que vous allez entreprendre en aidant le peuple et le Gouvernement du Congo à édifier la structure de leur pays dans la prospérité. Les problèmes qui se posent sont multiples mais nous sommes certains qu'en faisant preuve de patience et de bonne volonté, nous pourrions aider le peuple congolais à les résoudre.

Je dois préciser que votre fonction répond à la demande du Gouvernement congolais dans le cadre du programme global de la famille des Nations Unies. Votre nom a été soumis à l'approbation du Gouvernement que vous servirez en qualité de technicien.

A la demande du Gouvernement, vous êtes affecté à l'OTRACO en qualité d'expert comptable dans le cadre de leur Direction Générale.

D'accord avec les agents intéressés du Gouvernement congolais, une des tâches les plus importantes que vous aurez à remplir sera de trouver un fonctionnaire congolais que vous considérerez à même d'être votre homologue, c'est-à-dire, une personne que vous entraîneriez à remplir une partie au moins de vos attributions après achèvement de votre affectation.


Comme vous le savez, vous faites partie d'une équipe d'experts dans le domaine des transports et communications. M. N. Bosovic est le Conseiller Principal dans ce domaine. Il vous fera un exposé détaillé et vous donnera une documentation de base pour votre travail. Il va sans dire que vous travaillerez de concert avec lui et que vous l'associerez à tout ce qui touche la ligne de conduite de votre travail et vos rapports avec les hauts fonctionnaires du Ministère auquel vous êtes associé.

Les rapports que vous rédigerez seront présentés au Conseiller principal. Le premier rapport doit être remis à la fin du premier mois de votre affectation, et les rapports ultérieurs trimestriellement. Pour votre gouverne, un formulaire pour la rédaction de vos rapports est ci-annexé. Les rapports devraient être aussi résumés que possible et formulés de telle manière qu'ils pourront être communiqués, quand il y a lieu, au Gouvernement Central. Les questions d'une nature confidentielle devraient être exposées dans des mémoranda annexes. Au terme de votre affectation, vous aurez à présenter un rapport final.

Tous contacts avec la presse doivent passer par l'intermédiaire du Chef du Service de l'Information. En accord avec le Conseiller principal, vous êtes invité à rencontrer le Chef de ce Service dès le début de votre affectation.

Les services administratifs de l'ONUC sont à votre disposition pour vous prêter l'assistance voulue en ce qui concerne votre logement et transport. Outre les Services administratifs, il se trouve une section administrative au sein des Opérations civiles que vous devriez d'abord contacter suivant vos besoins. En ce qui concerne le règlement de votre traitement et allocations ainsi que les questions contractuelles ordinaires, il existe au Bureau du Personnel une section qui s'occupe uniquement des experts. Vous aurez avantage à contacter cette section au Bureau 742 du Royal aussitôt que possible afin d'obtenir votre carte d'identité, etc.

Il ne me reste qu'à vous réitérer mes souhaits de réussite dans votre mission en espérant qu'elle représentera pour vous une expérience fructueuse.


S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles.

M. Karl Zinniker

cc: Mr. N. Boscovio
Mr. Amachro
Mr. Fulcheri

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-08

AHN/da

C/TEC/324

Bukavu, 14th January 1963.

To: Mr. A. C. Gilpin, Deputy Chief of Civilian Operations, Leopoldville.
From: C.A. Gaviola, Chief of the Civil Mission, Bukavu.
Subject: Help to OTRACO.

Please refer to the report on the second Air Mission to the Kivu-Maniema (3-16 November 1962) and to the comments of Mr. Boskovic concerning communications and transport. I am glad that OTRACO has been granted 31,960,000.- C.F. for import licences to purchase spare parts. From my discussion with Mr. Ladrière, it appeared to me that ONUC Leopoldville transmitted to OTRACO a request from their office in this town which was misunderstood by OTRACO and considered as an interference in their work. No action was taken in regard to the request.

From what we realize in what is related with the companies having head offices in Leopoldville and sub-offices in the field, the head offices are keeping the majority of the equipment for Leo and are not supplying their provincial offices with their requirements. I esteem some action should be taken with their head offices, on a purely friendly basis, without making them feel that we are interfering with their responsibilities.

As you may know, OTRACO offices in Kivu are rather important, operating the road transport from Kalundu to Bukavu for all incoming goods from abroad through Dar-es-Salaam. Also the Bukavu/Stanyville road via Beni, which means the road transport of all cargo arriving through the "voie nationale". Their vehicle situation is bad and transport via both the "voie nationale" and Kalundu is hampered. We do feel that it is imperative that local OTRACO should be supplied with the required spare parts.

Mr. Amonoo has the complete file of the requirements. Please contact Mr. Boskovic in view of allocating to the OTRACO Bukavu some trucks from the American Aid.

You know also that we will be able in the near future to have six ONUC Mercedes trucks on the road and we would appreciate, according to the general involvements of the ONUC, if it could be possible to rent those trucks to OTRACO for a short period until the spare parts and American Aid will be delivered.

après information Mr. BOSKOVIC.

Stano Stanan dno nevin: delat fennir

21 camion International 9 sec

9 - 4 - 15-25-7

30

UNITED NATIONS
NEW YORK

TELEPHONE: PLASA 4-1234

CABLE ADDRESS: TECASSARD - NEW YORK

REFERENCE: 2-2-02 BANK

14 January 1963

10-08

Dear Mr. Habib Ahmed,

The information below is quoted from a communication just received from the International Bank for Reconstruction and Development in Washington, D.C., even though it may already have reached you through other channels:

"CONGO(LEOPOLDVILLE): A report has been sent to Prime Minister Adoula containing the findings and recommendations of the mission which, at the request of the Government, appraised the organization and operations of the Office d'Exploitation des Transports au Congo(OTRACO):"



Yours sincerely,

V. Lessowski
V. Lessowski
Deputy Director
Programme Division

Mr. S. Habib Ahmed
Resident Representative of
the Technical Assistance
Board and Director of Special
Fund Programmes in Congo(Leopoldville)
Boite Postale 7248
Leopoldville, Congo.



Léopoldville, le 14 JAN 1963 196

(1) N° 135/ 213/C.38 T.

Ministère des Affaires Etrangères

Réf. n° :

Annexe :

Objet : Agrément
candidatures.
====

A Monsieur S. HABIB AHMED,
Chef des Opérations Civiles
de l' O.N.U. au Congo

Copie pour information à :

- Monsieur le Ministre des Communications
et Transports du Gouvernement Central
à Léopoldville/Kalina
 - Monsieur le Directeur du Personnel
de l' OTRACO à Léopoldville/Est.
- =====

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

En réponse à votre lettre n° CIV.OPS/EX/
01014 du 15 décembre 1962 concernant les candidatures de
MM. RECHTSTEINER Gunther, KOTZOTT Karl et MERCIER Edouard
en qualité d'experts auprès de l'OTRACO, j'ai l'honneur
de porter à votre connaissance que le Gouvernement Congo-
lais agréé ces candidatures.

En conséquence, je vous saurais gré de
vouloir bien faire diligence pour que les intéressés soient
mis à la disposition de l'organisme précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opé-
rations Civiles, l'assurance de ma considération très
distinguée.

POUR LE MINISTRE,
LE SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES
ETRANGERES,

M. LENGEMA.

*noted and copy
sent to: Personnel
Mr Larcher*

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-08

11 January 1962

To: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
From: G. Fulcheri, Civilian Operations Section, Office of Personnel
Subject: Mr. Karl Zinniker - Accountant recruited for OTRACO

Further to our memo dated 7 December 1962, we have now received confirmation from Mr. Zinniker that he will arrive in Leopoldville on 17 January 1963, by Sabena flight No. 511.

By copy of this memo to Messrs. Redgwell and Lanser, they are kindly requested to make all the necessary arrangements accordingly.

P.S.

cc: Mr. N. Boskovic, Senior Adviser, Communications and Transport
Mr. N. Lanser, Chief Accommodation Officer
Mr. A. Redgwell, Chief Travel Officer.



10-08

UNIONED NEW YORK

ONUC _____ FIELDSEAV FROM TRIST

✓

OUR 8429 OTRACO STILL AWAITING CV'S AND
INTERVIEW REPORTS CANDIDATES MENTIONED YOUR
8755. PLEASE ADVISE.

P.S.

cc: Mr. E. Habib Ahmed ✓
Mr. H. Deskovia

A. BUCCHIANI

Qualifiers JULIEN
Hon T TRIST

11 January 1963

CF-898

10-08

INTER-OFFICE MEMORANDUM

10 January 1963.

TO : Mr. C. Gaviola, Civilian Affairs Officer, Bukavu
FROM : Louis F. Thompson, Executive Officer, Congo Fund
SUBJECT: Shipment of explosives ex Kabalo to Bukavu for the
Kivu mining companies.

Please refer to your memorandum of 3 January 1963 to Mr. Ahmed on the above subject.

There has never been any question of ONUC paying for the transport of the explosives from Kabalo to Bukavu. Our only function consisted in intervening with the military authorities of North Katanga to obtain the release of the explosives for the mining companies in Kivu.

Therefore, I should be grateful if you would send the OTRACO invoices to the Agence Settra, Usumbura, B.P. 238.

cc: Mr. E. Molly

10-08

CTR/M.671
le 9 janvier

3

A : Monsieur S.M. Ahmed, Chef des Opérations civiles
De : N. Boskovic, Conseiller Principal, Communications & Transports
cc. M. Thompson, Executive Officer, Congo Fund
Bureau du Personnel

... Je vous communique en annexe un tableau récapitulatif de l'évolution du recrutement des experts ONUC, dans le cadre du Projet 10-08 d'assistance technique à l'OTRACO.

Les candidatures de neuf experts, annoncées notamment par câble No.6755 du 21 novembre 1962, sont attendues de New York.



		Données reçues en fonction	Appréciation Révisée	Approuvée par l'OTK-CC	à soumettre
Ingénieur en Construction navale	1	A. KOTCHENKO 20 nov 1952	-	-	-
Ingénieur civil électricien	1	-	-	E. KOTCHENKO	-
Agent de Port (a)	3	L. KOTCHENKO 20 nov 1952	-	F. KOTCHENKO	3
Capitaine (a)	7	A. KOTCHENKO 7 déc 1952	A. KOTCHENKO F. KOTCHENKO (janvier)	-	4
Ingénieur civil (a)	5	A. KOTCHENKO 21 déc 1952	A. KOTCHENKO (janvier)	E. KOTCHENKO E. KOTCHENKO	3
Ingénieur civil (a)	2	-	-	-	2
Ingénieur (a)	3	-	-	-	3
Total	20	4	3	4	13

(a) Ingénieur en construction - La candidature de M. KOTCHENKO n'a pas encore été soumise à l'OTK-CC - question de grade à régler au siège prochainement.

D'autre part les candidatures de M. KOTCHENKO, TRAPIN, VILKOV, KOTCHENKO et KOTCHENKO continuera dans le cadre 73 No. 8753 du 21 nov. n'ont pas encore été soumises. Au cas où la candidature de M. KOTCHENKO serait soumise et approuvée, il resterait encore deux experts à recruter. Le recrutement des experts au port devient de plus en plus important dans le cadre de la reprise du trafic des produits miniers de S. Esturge par la voie nationale de Pétroli.

Candidats

Candidats approuvés : M. KOTCHENKO TRAPIN et S. TRAPIN -
Le premier a accepté sa candidature, le second n'est pas disponible.
La candidature de M. KOTCHENKO a été soumise à l'OTK-CC le 2 jan. 1953.
En cas d'approbation, trois candidats resteraient à recruter.

Ingénieur civil - La candidature de S. KOTCHENKO a de nouveau été soumise à l'OTK-CC - selon les dernières informations, celui-ci ne serait disponible que pour les diesel marins. La candidature de M. KOTCHENKO a été soumise à l'OTK-CC le 2 jan 1953.
Par ailleurs, on attend la réponse du siège quant à la candidature de S. KOTCHENKO pour la soumission à l'OTK-CC (lettre acceptée au siège le 15 oct. 52). En cas d'approbation de ces deux dernières candidatures, les postes de spécialistes civil seraient pourvus.

Ingénieur civil - On attend les candidatures de M. KOTCHENKO et KOTCHENKO continuera dans le cadre du siège No. 8753 du 21 nov 1952.

Ingénieur

Les candidatures de M. KOTCHENKO et KOTCHENKO n'ont pas été retenues par l'OTK-CC en raison du manque de renseignements de la langue française de ces deux candidats.

10 janvier 1953

5 January, 1963

To : Mr. E. Mathu
Civilian Affairs Officer EVILLE

From : A.C. Gilpin
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : LUBILASH BRIDGE.

...

I attach for your information copy of a memorandum dated 3rd January regarding the renewed damage to the LUBILASH Bridge.

Mr. Boskovic is taking action on the first 4 points of recommended action, although on the 3rd point he is waiting for word from the BCK.

I am bringing the 5th point, regarding availability of trucks in LULU, to the attention of Mr. Packham.

accy.

ACG/cu

10-08

5 January, 1963

TO : Mr. E. Packham
Civilian Affairs Officer, LULU

FROM : A.C. Gilpin
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : LUBILASH BRIDGE.

...

I attach for your information copy of a memorandum dated 3rd January, regarding the renewed damage to the LUBILASH Bridge.

Mr. Boskovic is taking action on the first 4 points of recommended action, although on the 3rd point he is waiting for word from the BCK.

I would draw your attention to the 5th point in the hope that you may be able to help in this respect if the need arises.

acg.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

OMR

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

2 January 1963

10-08

To: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

From: Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Section,
Office of Civilian Personnel

Subject: Mr. Fred Waldmeier : Accountant
Recruited for O T R A C O

I am pleased to inform you that Mr. Fred Waldmeier, who has been recruited as Accountant for OTRACO, is scheduled to arrive Léopoldville on 17 January 1963 by Sabena Flight No.511.

This information has been communicated to us through a letter dated 20 December 1962 addressed by Mr. Waldmeier to Mr. Twigt.

By copy of this memo to Messrs. Redgwell and Lanser, they are kindly requested to make all the necessary arrangements accordingly.

Gualtiero Fulcheri

cc: Mr. Boskovic, Senior Adviser, Communications and Transport
Mr. Redgwell, Chief Travel Officer
Mr. Lanser, Chief Accommodation Officer.

*Mr. Gilpin
Please have the
letter of instruction
prepared for him
4/1*

*Office exp. made with
h O.
Bookkeeper for
General Direction 9 O.*

10-08
le 21 décembre 1962

To : Mr. N. Boskovic, Senior Consultant, Transport and Communications
From : S.H. Ahmed, Chief of Opérations civiles
Subj.: Candidates for OTRACO - Project No.:39-10-08

Please refer to memo of 17 December from Mr. Fulcheri addressed to me, concerning the applications of Mr. Charles SABBAGH and Mr. Jean HAMANT for posts under the Otraco Project No.:39-10-08.

. . . I enclose herewith the documents relating to these two candidates and would be grateful if you will submit them for approval by OTRACO. If they are found suitable, we can then request New York to proceed with their recruitment without delay.

AB

17 December 1968

To: Mr. E. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
From: Gaetano Balchori, Personnel Officer
Subject: Candidates for STRACO - Project No. 32-10-35

1. We have just been informed by Headquarters, New York, that they have withdrawn their offer of appointment made to Mr. Soufik ZOUSSER who had been designated for the post of Accountant with STRACO, due to the fact that he has suggested certain stipulations in the terms of his appointment which were found to be incompatible with UN practice and hence unacceptable.

2. Headquarters, New York, have therefore reviewed the qualifications of Mr. Charles SABBAGH, who is also working with the Suez Canal Authority - incidentally under Mr. Zousser - and who seems qualified for the post. A copy of Mr. Sabbagh's CV is attached. An interview report on Mr. Sabbagh has been requested and it will be forwarded to you when received together with Headquarters New York's further comments. In the meantime, we should be grateful for your approval of Mr. Sabbagh, subject to the interview report being found satisfactory, so that his appointment may be processed without delay.

3. We have also received from Headquarters, New York, the attached CV and interview report on Mr. Jean HAMANT when they recommend for one of the Diesel Mechanic posts with STRACO. Mr. Hamant is the son of Gaston Paul Hamant who was offered a similar post but failed the medical examination. Your early views on Mr. Hamant's suitability would be most appreciated.

cc: Mr. E. Dostovich, Senior Consultant, Transport and Communications

AB/nv

21 December

2

UNITED NATIONS -- NEW YORK

Mr. Nicolas Papadopoulos -- candidate for OTRACO

.....

We enclose copy of the Personal History form of above named, received directly by Mr. Boskovic. Since the original was addressed to you, it may already be in your possession.

Please advise whether this candidature may be submitted to OTRACO for consideration to fill one of the vacant posts of Diesel Mechanic.

c.c. Mr. S.H. Ahmed ✓

INCOMING CODE CABLE

ER 10-08

To : Ahmed, Leo
From : Amashree, New York
Date : 19-12-62
No. : 8932

PRIORITY

*copy given
to Boncompagni
for reply
19/12*

Reference Besecovic's report of 20 October 1962.

1. Please report on proposals for meeting foreign currency requirements shown under paragraphs 6, 10, 12, and 16 and indicate amount of United Kingdom contribution to be used.

2. Also confirm that figures shown under paragraph 10 are in Congolese francs at 50 CF to the dollar.

3. We welcome suggestion made in paragraph 14 that counterpart funds be used for financing budgetary allotments required for rehabilitation of barges and utility vehicles belonging to administration. Please report on progress.

cc: OIC

10-08
Léopoldville, le 19 décembre 1962.

Monsieur Puyi
Directeur Général de l'
OTRACO
Léopoldville

Monsieur le Directeur Général,

Suite à la demande de l'OTRACO d'assistance technique de la part des Nations Unies, un programme de recrutement de 24 experts a été élaboré et soumis à notre Siège de New York pour approbation. Le programme a été par la suite approuvé et nous nous permettons de vous rappeler que lors de la demande de l'OTRACO, il était convenu que cet organisme prendrait à sa charge les traitements suivants alloués aux experts internationaux :

- a) Médecins et Ingénieurs : F. C. 160,000.-- pour traitement annuel
6,4152 % - indemnité de vie chère
11.63 % - prime de bon service
allocations familiales : 8.-- francs par jour, par épouse
6.-- francs par jour, par enfant.
Soins médicaux gratuits. Congé payé, 2 mois par an à l'issue de 12 mois de service.
- b) Comptables, Mécaniciens,
Agents de port : F. C. 90,000.-- pour traitement annuel
6,4152 % - indemnité de vie chère
11.63 % - prime de bon service
allocations familiales : 8.-- francs par jour, par épouse
6.-- francs par jour, par enfant.
Soins médicaux gratuits. Congé payé, 1 mois par an à l'issue de 12 mois de service.

Etant donné que les trois experts dont les noms suivent : Messieurs L. Terho, Macache & Volanthen, se trouvent déjà en service et que nous attendons incessamment l'arrivée de cinq autres experts, nous estimons qu'il sera nécessaire de mettre en application les conditions de service approuvées par votre Direction.

De notre part, nous vous proposons de verser à la fin de chaque mois, à notre compte No.601-01 - U.N. Francs Congolais No.300 auprès du Conseil Monétaire, les traitements dus à chaque expert, calculés suivant sa date d'entrée au service de l'OTRACO.

Nous vous saurions gré de bien vouloir demander à vos services financiers de joindre à chaque bordereau de versement qu'ils nous transmettront, une liste de paie bien détaillée servant de base.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération très distinguée.-

S. Habib Ahmed

Chef des Opérations civiles de l'O.N.U.C.

cc: Mr. N. Boskovic
Miss S. Levy

→ 10-08
CF-864

Léopoldville, le 17 décembre 1962.

OTRACO
Direction Financière
Boite Postale No.98
Léopoldville

Messieurs,

Votre lettre No.1989/721/T/030 du 8/12/62
Vos factures Nos 5501312, 5501313, 5501453 & 5594102.

Nous nous référons à votre lettre citée en rubrique.

Nous avons le plaisir de vous informer que vos factures ci-dessus ont
été réglées par virement à votre banquier en date du 24 Novembre 1962.

Nous espérons qu'entretiens vous avez reçu notification de ce transfert.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération très
distinguée.

H. Pichler

Administrateur du Fonds pour le Congo.

cc: Mr. M. Pasquet.

10-08
15 December 1962

To : Miss N. Gray, Chief of Civilian Personnel
From : S.H. Ahmed, Chief of Civilian Operations
Subj.: Candidature for Project 39-10-08 - OTRACO

With reference to Mr. Boskovic's memo CTR/M.635 addressed to me on 12 December, please find attached herewith copy of the Personal History form of Mr. PAPADOPOULOS, Diesel Mechanic, original of which should have been received by now in New York.

Will you kindly ask New York if this candidature may be submitted to OTRACO for consideration to fill one of the posts as diesel mechanic under Project 39-10-08.

cc: Mr. Boskovic

cc: Mr. Bo vic
Mr. Fulchari/Personnel
Civops. Registry (2)

CIVOPS/LX/D1314

10-08
See letter nr 135/0212/c38 T.
of 14/11/62
le 15 décembre 1962

A Monsieur le Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement Central de la République du Congo
LEOPOLVILLE

Objet : Agrément de candidatures

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de l'Assistance technique des Nations Unies à la République du Congo, j'ai l'honneur de soumettre à votre agrément la candidature des experts suivants qui seraient mis à la disposition de l'OTRACO :

MM.	RECHTSTEINER Gunther	(Allemagne)
	HOTZOTT Karl	(Allemagne)
	MENCIER Edoard	(France)

... Photo-copie de la lettre d'agrément de l'OTRACO est ci-attachée
... ainsi qu'un curriculum vitae pour chaque candidat.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

S.H. Ahsad
Chef des Opérations civiles
de l'ONU au Congo

Teclun 250/4
Parasabals

10-08

14/11/62

NOTE POUR LA DIRECTION FINANCIERE DE L'OTRACO

OBJET : REGULARISATION DES DIFFERENCES DES CAISSES

- Vu les principes d'une bonne comptabilité et le principe indispensable que toutes les écritures concernant des opérations qui ne sont pas au comptant doivent se balancer dans le livre de caisse, il y a lieu d'abandonner le système de relevés d'erreurs aux écritures unilatérales.

Un relevé d'erreurs doit être balancé, c'est-à-dire le total des montants en recette et en dépense doit être le même.

- Vu que chaque écriture erronée passée dans le Livre de Caisse doit avoir pour répercussion soit un manquant, soit un excédent de la Caisse, constatés lors d'une vérification de l'encaisse, ces manquants ou excédents ne doivent plus être comptabilisés sur un compte d'attente (592 "Différences de Caisse"). Chaque manquant constaté, soit par le Caissier lui-même, soit par la comptabilité centrale lors de la vérification des Livres de Caisse, est mis à charge du Caissier responsable et doit être comptabilisé dans le compte N° 545 "Agents débiteurs".

Chaque excédent constaté, soit par le Caissier, soit par la comptabilité centrale, doit être pris directement en recette par l'Office et être comptabilisé dans le compte 940 comme "Profit extraordinaire". Par conséquent, les rectifications ultérieures doivent donc avoir leurs contre-écritures dans le compte 545 ou le compte 940.

- Vu la situation financière que l'Office connaît actuellement et vu le retard considérable dans les justifications des écritures passées dans le compte 592, les manquants constatés au cours des derniers 12 mois n'ont jamais été récupérés et une réforme du système de comptabilisation selon les principes exposés ci-dessus s'impose.

Il est inadmissible de se laisser accumuler davantage les manquants dans un compte d'attente, sans prendre immédiatement des mesures de récupération de l'argent et des mesures disciplinaires contre les caissiers fautifs. A défaut de ces mesures, on risque de perdre des fonds et d'encourager la négligence et même la malhonnêteté de certains agents.

- Dans cet ordre d'idées, il incombe à la Direction financière de prendre immédiatement les mesures nécessaires et d'instruire ses services (caissiers, vérificateurs, comptables) des principes suivants :

I. Etablissement des relevés d'erreurs

Si, lors de la vérification du Livre de Caisse on a constaté que le Caissier a enregistré :

- 1) trop peu de dépenses : le Caissier aurait dû constater un manquant.

La régularisation (établissement des relevés d'erreurs) doit se faire selon les exemples suivants :

Exemple : La dépense était de Frs. 1000.-
on a enregistré Frs. 500.-
manquant Frs. 500.-

- a) le Caissier a effectivement constaté un manquant de Frs. 500.- ;
la régularisation est faite comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des dépenses		Frs. 500.-
extourne du manquant	Frs. 500.-	
Total	Frs. 500.-	Frs. 500.-
	=====	=====

- b) le Caissier n'a constaté ni un manquant, ni un excédent ;
la régularisation se fait comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des dépenses		Frs. 500.-
excédent qui a comblé le manquant que le caissier aurait dû constater	Frs. 500.-	
Total	Frs. 500.-	Frs. 500.-
	=====	=====

- c) le Caissier a constaté un excédent ;
la régularisation est faite comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des dépenses		Frs. 500.-
excédent supplémentaire (qui a comblé le manquant que le Caissier aurait dû constater)	Frs. 500.-	
Total	Frs. 500.-	Frs. 500.-
	=====	=====

- 2) trop de dépenses : le Caissier aurait dû constater un
excédent.

La régularisation doit se faire selon les exemples suivants :

Exemple : La dépense était de Frs. 100.-
on a enregistré Frs. 1.000.-
excédent Frs. 900.-

- a) le Caissier a constaté un excédent de Frs. 900.-; la régularisation doit se faire comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des dépenses	Frs. 900	
extourne de l'excédent		Frs. 900
Total	Frs. 900	Frs. 900
	=====	=====

- b) le Caissier a constaté un excédent de Frs. 200; la régularisation se fait comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des dépenses	Frs. 900	
extourne d'un excédent constaté manquant		Frs. 200 Frs. 700
Total	Frs. 900	Frs. 900
	=====	=====

- c) le Caissier a constaté un manquant de Frs. 100; la régularisation se fait comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des dépenses	Frs. 900	
manquant supplémentaire		Frs. 900
Total	Frs. 900	Frs. 900
	=====	=====

- 3) trop peu en recette : le Caissier aurait dû constater un excédent

Exemple : Les recettes étaient de Frs. 8.600
on a enregistré Frs. 6.800
excédent Frs. 1.800

- a) le Caissier a effectivement constaté un excédent de Frs. 1.800; la régularisation doit se faire comme suit :

	Recettes	Dépenses
rectification des recettes	Frs. 1.800	
extourne de l'excédent constaté		Frs. 1.800
Total	Frs. 1.800	Frs. 1.800
	=====	=====

- b) le Caissier a constaté un excédent de Frs. 100 seulement; la régularisation se fait comme suit :

	<u>Recette</u>	<u>Dépense</u>
rectification des recettes	Frs. 1.800	
extourne de l'excédent constaté		Frs. 100
manquant nouveau		<u>Frs. 1.700</u>
Total	<u>Frs. 1.800</u>	<u>Frs. 1.800</u>
	=====	=====

- c) le Caissier a trouvé l'encaisse exacte; la régularisation se fait comme suit :

	<u>Recette</u>	<u>Dépense</u>
rectification des recettes	Frs. 1.800	
manquant constaté de nouveau		<u>Frs. 1.800</u>
Total	<u>Frs. 1.800</u>	<u>Frs. 1.800</u>
	=====	=====

- 4) trop en recette : le Caissier aurait dû constater un manquant

Exemple : Les recettes étaient de Frs. 1.600
on a enregistré Frs. 1.800
manquant Frs. 200

- a) le Caissier a constaté un manquant de Frs. 200.-; la régularisation se fait comme suit :

	<u>Recette</u>	<u>Dépense</u>
rectification des recettes		Frs. 200
extourne du manquant constaté	Frs. 200	
Total	<u>Frs. 200.-</u>	<u>Frs. 200</u>
	=====	=====

- b) le Caissier a constaté un manquant de Frs. 10.000.-; la régularisation se fait comme suit :

	<u>Recette</u>	<u>Dépense</u>
rectification des recettes		Frs. 200
extourne partielle du manquant constaté	<u>Frs. 200</u>	
Total	<u>Frs. 200</u>	<u>Frs. 200</u>
	=====	=====

- c) le Caissier a trouvé l'encaisse exacte; la régularisation se fait comme suit :

	<u>Recette</u>	<u>Dépense</u>
rectification des recettes		Frs. 200
excédent qui a comblé le manquant que le Caissier aurait du constater	Frs. 200	
Total	Frs. 200	Frs. 200
	=====	=====

- d) le Caissier a constaté un manquant de Frs. 100; la régularisation doit se faire comme suit :

	<u>Recette</u>	<u>Dépense</u>
rectification des recettes		Frs. 200
extourne du manquant constaté	Frs. 100	
excédent qui a comblé une partie du manquant que le Caissier aurait dû constater	Frs. 100	
Total	Frs. 200	Frs. 200
	=====	=====

RECAPITULATION :

1. Les écritures rectificatives doivent se balancer. S'il y a une rectification en recette (erreur : enregistré trop peu en recette ou trop en dépense), il y a lieu d'inscrire les mêmes montants en dépense, par extourne d'un excédent constaté ou par un manquant constaté à nouveau à charge du Caissier. - S'il y a une rectification en dépense (erreur : trop peu en dépense ou trop en recette), il y a lieu d'inscrire les mêmes montants en recette (extourne d'un manquant constaté, excédent constaté à nouveau ou excédent qui a comblé un manquant qui aurait dû être constaté)
2. Les excédents et les manquants ne doivent jamais être compensés les uns avec les autres.
Chaque période de vérification de l'encaisse doit être prise en considération séparément.
3. Tous les excédents doivent être imputés au compte N° 940 "Excédents Caisses"; tous les manquants doivent être imputés au compte N° 545 "Agents débiteurs", avec mention du Caissier responsable. Chaque extourne d'un excédent doit être imputé au compte N° 940. Chaque extourne d'un manquant doit être imputé au compte N° 545, en diminution du solde restant à payer par le Caissier concerné.

II. Régularisation et surveillance

1. Le caissier fautif reçoit l'original du relevé des erreurs. Il n'a qu'à copier les rectifications figurant dans le relevé sur son livre de caisse. Le relevé des erreurs est la pièce justificative pour les écritures de rectification dans le livre de caisse.
2. La comptabilité centrale retient une copie du relevé.
3. La comptabilité centrale établira une fiche pour chaque livre de caisse où il faut enregistrer les rectifications demandées jusqu'à exécution de celles-ci. Cette fiche, qui se trouvera dans le livre de caisse le plus récent, sera reprise au livre de caisse suivant, aux fins de contrôle des rectifications.

Dans cette fiche, on pourrait également inscrire le solde du livre de caisse le plus récent, pour contrôler le report exact de ce dernier au livre de caisse suivant.

III. Suppression du compte N° 592

1. Dès à présent, aucune différence de caisse ne pourra plus être comptabilisé au compte N° 592 "Différences de Caisses".
2. La justification du compte N° 592 doit être poursuivie et le solde final doit être détaillé par le Caissier débiteur et reporté au compte N° 545.
3. Il y a lieu de créer immédiatement un sous-compte du compte N° 545 pour chaque caissier fautif. Dès à présent, tous les manquants seront à comptabiliser sur le compte N° 545 et à enregistrer dans le sous-compte du Caissier responsable du manquant.
4. Dans le sous-compte individuel sera reporté le solde éventuel venant du compte N° 592 et le solde éventuel venant du compte N° 545, même si l'ancien solde du compte N° 545 a été entièrement justifié.
5. Les soldes restant à payer par les caissiers révoqués doivent être extournés du compte N° 545 et comptabilisés sur un compte de "Créances litigieuses".

Le Vérificateur du Ministère des Finances

Ignaz Löger



Léopoldville, 15 novembre 1962